

## "Les silences du Sommet de Paris" dans Revue du Marché commun (Décembre 1974)

**Légende:** En décembre 1974, la Revue du Marché commun exprime sa déception par rapport aux résultats du sommet des chefs d'État et de gouvernement des Neuf convoqué à Paris, les 9 et 10 décembre 1974, par le président français Valéry Giscard d'Estaing afin d'adopter le principe du Conseil européen.

**Source:** Revue du Marché commun. Décembre 1974. Paris.

**Copyright:** (c) Les Éditions Techniques et Économiques, 3, rue Soufflot 75005 Paris

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"les\\_silences\\_du\\_sommet\\_de\\_paris"\\_dans\\_revue\\_du\\_marche\\_commun\\_decembre\\_1974-fr-eab3bb06-3b95-4ae0-bc13-06bc8b987f19.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 17/09/2012

## Les silences du Sommet de Paris

José-Alain Fralon

C'était donc le dernier des « Sommets » et le premier des Conseils européens. La différence ne s'arrête pas au simple vocabulaire. Lors des réunions précédentes les chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté n'avaient pas craint de fixer des objectifs ambitieux. Ils n'avaient pas pu les atteindre. Forts sans doute de cette expérience les plus hauts responsables de la CEE n'ont pas voulu pécher une fois de plus par manque de modestie. Les décisions qu'ils ont prises à Paris, aussi importantes soient-elles, ne sont pas de nature à changer le monde quant au cours des années à venir. En revanche les problèmes qu'ils n'ont pas abordés de peur de voir se briser leur fragile unité devront de toute manière trouver un jour ou l'autre une solution. Sachant qu'ils étaient incapables de trouver en l'état actuel des choses une telle solution les « Neuf » ont joué la politique de l'autruche. C'est sans doute préférable à celle des kamikaze. Encore que...

### Des progrès non négligeables

Les chefs d'Etat et de gouvernements des « Neuf » ont annoncé une série de mesures visant à améliorer le fonctionnement des institutions communautaires: augmentation des pouvoirs du Comité des Représentants Permanents et de la Commission européenne, retour dans la mesure du possible à un vote à la majorité simple ou qualifiée au sein du Conseil des Ministres, amélioration des procédures de dialogue avec le parlement européen et les partenaires sociaux, élargissement de certains pouvoirs législatifs du parlement européen. Aucune grande réforme donc mais une série d'améliorations qui devraient faciliter le travail des responsables communautaires. Il faudra donc attendre 1978, date maintenant prévue pour l'élection du parlement européen au suffrage universel, pour assister à une véritable transformation de l'équilibre des pouvoirs.

Quant à l'accord réalisé entre les « Neuf » pour se doter de l'infrastructure nécessaire à une meilleure concertation de leur diplomatie, même les plus « institutionnalistes » des Européens estiment que c'est un peu mettre la charrue devant les bœufs. « De toute manière, cela ne peut faire de mal à personne » ironisait un haut fonctionnaire britannique.

Autre décision: la création du Fonds régional. C'est important sur le plan des principes car le barguignage entre les « Neuf » sur le montant de ce fonds ne pouvait durer indéfiniment sans pourrir complètement l'ambiance de tous les Conseils des Ministres. Concrètement pourtant il ne faut pas se leurrer: ce ne sont pas les sommes qui seront ainsi distribuées aux régions en difficulté qui permettront de sortir l'Italie, pour ne citer qu'elle, de son marasme actuel. Il y a deux ou trois ans peut-être, cette aide aurait été efficace. En 1975 la péninsule a besoin d'autre chose que d'un cataplasme.

### Les véritables échéances

Il paraîtrait que les Chefs d'Etat et de gouvernement ont eu au cours de leur réunion de Paris des discussions approfondies sur les deux problèmes urgents du moment: la récession économique et la politique énergétique. Rien dans le communiqué final ne laisse supposer que ces débats aient permis d'ébaucher une stratégie commune dans ces deux secteurs. On connaît suffisamment le triomphalisme des gouvernements européens pour être assuré qu'en cas d'accord ils n'auraient pas hésité à le proclamer haut et clair. Or cet accord est impossible à moins que la France n'accepte de rentrer définitivement dans le giron atlantique. On a la curieuse impression que tous les efforts des pays de la CEE consistent en ce moment à faire pression sur Paris pour l'amener à rompre définitivement avec la diplomatie du général de Gaulle. Reste à savoir sur quels éléments se fondent les partenaires de la France pour espérer un tel revirement de la politique française. Le fait est qu'ils s'y emploient, ce qu'ils n'auraient sans doute jamais tenté avec les gouvernements précédents.

Mais pourquoi donc les « Neuf » ne se décident-ils pas une fois pour toutes à parler franchement des relations entre l'Europe et les Etats-Unis ? L'occasion de la réunion de Paris aurait bien convenu à un tel débat de fond. Jamais en effet l'avenir de la construction européenne n'aura été à ce point hypothéqué.

Il ne s'agit pas de conquérir systématiquement une indépendance illusoire mais de se demander dans un premier temps dans quels domaines les intérêts européens et les intérêts américains convergent et dans quels domaines ces intérêts divergent. Une chose est certaine: en matière énergétique on voit mal quels sont les points communs entre une Europe complètement dépendante de l'extérieur et des Etats-Unis qui peuvent du jour au lendemain, en réduisant simplement une partie de leur gaspillage énergétique, ne plus dépendre de personne en matière d'approvisionnement.

Or la tactique adoptée par les « Neuf » à Paris consistait d'abord à trouver un compromis entre les thèses américaines et les thèses françaises. Ce qui fut confirmé par l'accord de Fort-de-France entre les présidents Ford et Giscard d'Estaing. Si l'on considère la rapidité avec laquelle ont évolué les travaux préluant à la création de l'Agence Internationale de l'Energie et les difficultés qu'ont les « Neuf » à s'entendre sur une stratégie commune, on est en droit de se demander si le gouvernement français n'a pas accepté un véritable marché de dupes. Il faut dire qu'il est bien isolé. Ce n'est pas toujours une tare.